

Crise migratoire : la rupture historique qui pourrait emporter l'Europe

Article rédigé par *Liberté politique*, le 22 mars 2016

[source: [Metamag](#)]

Face à la crise migratoire, il n'est pas impossible que l'on assiste à un événement historique qui marque la fin de l'Europe comme construction politique et la déstabilisation durable des sociétés européennes, estime le Groupe Plessis.

Les migrations posent désormais à l'Europe un défi existentiel.

Ne soyons pas naïfs, la déferlante migratoire, si rien de sérieux n'est fait, n'est pas près de s'arrêter. Ce mouvement massif de populations, engagé depuis des décennies, s'est brusquement accéléré avec la crise libyenne qui a ouvert l'accès de la Méditerranée centrale aux migrants africains. Il s'est encore amplifié avec la crise syrienne, ouvrant les routes des Balkans et de la Méditerranée orientale à un nouveau flux massif en provenance du Proche et du Moyen-Orient, mais également d'Afghanistan et du Pakistan. Il n'y a aucune raison, en l'état actuel des choses, de penser que ce mouvement s'épuisera de lui-même, bien au contraire: les candidats au départ se comptent par millions. Et la nouveauté pour l'Europe, c'est à présent une vague d'immigration clandestine algérienne!

A cette crise migratoire, profondément déstabilisatrice pour les nations européennes, s'est ajouté le risque terroriste. Des indications convergentes montrent que des combattants de Daech, par centaines et peut-être par milliers, profitent de ce flux pour infiltrer l'Europe. Dernier en date, le général Breedlove, commandant les forces de l'OTAN en Europe, déclarait le 1er mars dernier devant le comité des forces armées du Sénat américain, que «l'Europe fait face à l'inquiétant défi de ces migrations de masse enclenchées par l'instabilité et l'effondrement des Etats et masquant les déplacements de criminels, de terroristes et de combattants étrangers. Dans ce mélange, l'Etat islamique se répand comme un cancer...» .

De son côté, le directeur d'Europol estime entre 3 000 et 5 000 le nombre des djihadistes infiltrés en Europe. Nombre d'entre eux sont certainement passés parmi les migrants, à l'instar de plusieurs des assassins de l'attentat de novembre et du 4ème commando dont on vient d'apprendre l'existence . D'ailleurs, Manuel Valls a reconnu lui-même que plusieurs terroristes « ont profité de la crise des migrants pour se glisser en France » .

Préoccupante également la proportion d'hommes jeunes parmi ces migrants. Les populations déplacées par la guerre sont, comme c'est le cas d'ailleurs dans les camps en Turquie , généralement composées au moins à parts égales de femmes et d'hommes. Or, d'après les statistiques d'Eurostat , 72% des demandeurs d'asile en Europe en 2015 sont des hommes, à tel point qu'en Suède désormais, le rapport hommes/femmes des 16/18 ans s'établit à 123 pour 100, soit une proportion plus dégradée qu'en Chine ...

D'autres signes alarmants sont apparus: les agressions de Cologne et les événements similaires révélés depuis, les attaques de chrétiens dans des foyers de réfugiés en Allemagne, les avertissements d'autorités religieuses du Levant. Alors, parmi ces migrants, combien de combattants, combien de sympathisants de l'islam radical et du djihad, combien de neutres plus ou moins bienveillants, combien de fanatiques?

Décidément, les migrants sont bien l'arme non-conventionnelle («hybrid war») qu'a évoquée Donald Tusk, le très consensuel président du conseil européen, devant le Parlement européen le 23 septembre 2015. Il n'est toutefois guère facile de savoir qui tient cette arme de déstabilisation massive. On peut cependant affirmer sans se tromper qu'elle profite à Daech, bien sûr, mais également à la Turquie dont on connaît par ailleurs le jeu trouble en Syrie. Et c'est avec cette même Turquie que la chancelière allemande, après avoir entraîné l'Europe dans le chaos, s'avise de négocier un accord de dupes dont on peut assurer à coup sûr, s'il voit le jour, qu'il ne sera mis en œuvre qu'au seul bénéfice de la Turquie. Pour les Turcs: la libre-circulation en Europe (!), le doublement de l'aide européenne de trois à six milliards d'euros, des avancées dans les négociations d'adhésion à l'Union; pour les Européens: la promesse de réadmissions, hypothétiques compte tenu notamment des obstacles juridiques, de demandeurs d'asile arrivés en Grèce, moyennant en plus, et c'est le comble, la réinstallation en Europe, un pour un, de réfugiés syriens présents en Turquie. Et l'on nous présente cet accord comme une victoire! La Sublime Porte sait bien profiter de nos faiblesses...!

Cet accord boiteux, pour ne pas dire calamiteux, ne freinera pas ou guère les flux migratoires, mais suscite pourtant l'émotion des belles âmes qui y voient une atteinte insupportable au dogme selon lequel l'immigration est bonne par essence, et d'autant meilleure qu'elle est massive. Face à la crise migratoire, les élites européennes apparaissent impuissantes, pétrifiées par leurs contradictions, prises entre la crainte des conséquences de cet événement sans précédent et leur vision irénique de l'immigration. Pourtant, certains ont pris la mesure du désastre, notamment en Europe de l'Est où les pays les plus menacés tentent de s'unir pour endiguer le flux et protéger leurs frontières. C'est bien la preuve que l'Union européenne, simple instance bureaucratique de gestion, est incapable d'assurer la sécurité des Européens. Seuls les Etats, qui disposent, selon la définition de Max Weber, du monopole de la violence légitime, sont en mesure de s'opposer au besoin par la force, certes avec retenue et discernement, au franchissement illégal de leurs frontières. Et c'est bien la grande faiblesse de l'Europe et des Etats de l'Ouest du continent que de renoncer par avance à ce recours à la force; c'est l'abdication de toute maîtrise de son destin; c'est la porte ouverte à toutes les soumissions.

Il n'est pas impossible que l'on assiste à un événement d'une ampleur historique qui marque la fin de l'Europe comme construction politique et la déstabilisation durable et peut-être irrémédiable des sociétés européennes.

Pendant ce temps en France, pourtant victime d'attentats meurtriers, notre classe politique ne s'inquiète guère. On vote le 18 février, à la dérobée, dans un hémicycle quasi-désert, une loi surréaliste sur l'immigration, qui rendra encore plus difficile le renvoi des clandestins et des déboutés du droit d'asile (voir, sur FigaroVox du 19 février, l'excellente tribune d'Alexis Théas). On est ainsi désormais sûr qu'aucun clandestin ou demandeur d'asile, ou peu s'en faut, qui mettra le pied en France ne repartira sinon volontairement. Notre Gouvernement pousse décidément à son paroxysme l'art d'être à contre-courant... Mais le silence sur ces sujets de la droite, toute à la préparation des primaires et à ses querelles d'appareil, n'est pas moins sidérant et dénote une futilité et une désinvolture inquiétantes. Quant au FN, ses députés n'ont même pas participé au vote de la dernière loi.

On entend de plus en plus de Français prêts à partir à l'étranger pour y trouver, pour eux et leur famille, la sécurité et l'avenir qu'ils pensent désormais ne plus pouvoir trouver en France. Face à ce vent mauvais, des solutions existent, au premier rang desquelles on trouve la protection effective et active, au besoin par la force, de nos frontières et la remise à plat de tout notre dispositif juridique et administratif de gestion de l'immigration.

Mais il manque une voix, respectée et crédible, sérieuse, volontaire et patriote, pour les porter dans le champ politique. Nous, comme bien d'autres, attendons l'émergence de cette personnalité.